



KPMG SA
71 avenue Antoine de Saint
Exupéry
BP 851
76235 Bois Guillaume

Adil 76

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Adil 76

144 boulevard de l'Europe 76100 ROUEN

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee)

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
71 avenue Antoine de Saint
Exupéry
BP 851
76235 Bois Guillaume

Adil 76

144 boulevard de l'Europe 76100 ROUEN

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association Adil 76,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Adil 76 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bois Guillaume, le 22 avril 2025

KPMG SA

Angélique DELANNEY COLOMBE

Associée

Bilan association ANC

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	140 437	54 044	86 394	99 650	- 13 256
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres	2 005		2 005	2 005	
TOTAL (I)	142 443	54 044	88 399	101 655	- 13 256
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 788		4 788	5 188	- 400
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	43 621		43 621	40 703	2 918
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	772 976		772 976	656 025	116 951
Charges constatées d'avance	2 444		2 444	1 236	1 208
TOTAL (II)	823 829		823 829	703 152	120 677
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	966 272	54 044	912 228	804 807	107 421

Bilan association ANC(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires	123 353	123 353	
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité			
. Autres			
Report à nouveau	547 105	405 732	141 373
Excédent ou déficit de l'exercice	38 595	141 373	- 102 778
Situation nette (sous total)	709 053	670 458	38 595
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	709 053	670 458	38 595
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés	50 000	4 833	45 167
TOTAL (II)	50 000	4 833	45 167
Provisions			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	3 035	2 612	423
TOTAL (III)	3 035	2 612	423
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 883	11 697	6 186
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	113 467	56 306	57 161
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	5 040	5 040	
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	13 750	53 860	- 40 110
TOTAL (IV)	150 140	126 904	23 236
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	912 228	804 807	107 421
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
Engagements donnés			

Compte de résultat association ANC

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	4 352	888	3 464	390,09
. dont parrainages	1 400		1 400	N/S
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	759 537	623 491	136 046	21,82
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels				
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières	181 711	164 943	16 768	10,17
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge		36 019	- 36 019	-100
Utilisations des fonds dédiés	4 833	58 000	- 53 167	-91,67
Autres produits	65	74	- 9	-12,16
Total des produits d'exploitation (I)	950 498	883 414	67 084	7,59
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	169 562	119 833	49 729	41,50
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	34 900	13 446	21 454	159,56
Salaires et traitements	472 370	438 321	34 049	7,77
Charges sociales	164 754	146 836	17 918	12,20
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	22 291	19 132	3 159	16,51
Dotations aux provisions	423		423	N/S
Reports en fonds dédiés	50 000	4 833	45 167	934,55
Autres charges	86	16	70	437,50
Total des charges d'exploitation (II)	914 385	742 417	171 968	23,16
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	36 112	140 997	- 104 885	-74,39
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	2 483	2 351	132	5,61
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	2 483	2 351	132	5,61
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Total des charges financières (IV)				
RESULTAT FINANCIER (III – IV)	2 483	2 351	132	5,61
RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	38 595	143 349	- 104 754	-73,08
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)				
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion		50	- 50	-100
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions		1 926	- 1 926	-100
Total des charges exceptionnelles (VI)		1 976	- 1 976	-100
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		-1 976	1 976	-100
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)				
Total des produits (I + III + IV)	952 981	885 766	67 215	7,59
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	914 385	744 392	169 993	22,84
EXCEDENT OU DEFICIT	38 595	141 373	- 102 778	-72,70
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Dons en nature	6 000	6 000		0,00
. Prestations en nature				
. Bénévolats				
Total	6 000	6 000		0,00
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations	6 000	6 000		0,00
. Personnel bénévole				
Total	6 000	6 000		0,00

Annexes Associations 2024

PREAMBULE

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

« L'association a pour objet d'informer le public sur toute question touchant le logement et l'habitat. L'association a également vocation à assurer au bénéfice de ses membres des actions de conseils et d'expertise juridique ou économique et à entreprendre toutes études, recherches ou démarches prospectives liées à son domaine d'activité. »

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 912 228,45E.

Le résultat net comptable est un excédent de 38 595,38E.

La nature de l'activité ou missions réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

1- L'information de base à destination des usagers sur toutes les questions juridiques, financières et fiscales du logement.

2- Un accompagnement juridique renforcé, en direction des publics fragilisés notamment en matière d'habitat dégradé et de prévention des expulsions.

3- Un accompagnement budgétaire à destination des publics fragiles (impayés de loyers, surendettement).

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 30/01/2025 par les dirigeants.

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

Le siège de l'ADIL est situé à Rouen, nous disposons de bureaux mis à disposition implantés au Havre et à Dieppe.

L'ADIL intervient également auprès du CDAD à travers les 15 permanences qu'il assure dans les points justice.

L'ADIL intervient également auprès du CMS de Forges Les Eaux avec une permanence mensuelle instaurée depuis le mois de janvier 2020.

Dans le cadre de la convention de partenariat avec la Métropole Rouen Normandie, L'ADIL tient 2 permanences par mois à l'Espace Conseil France Renov à Rouen

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes.

L'évaluation a été déterminée par application des hypothèses suivantes :

- Turnover : faible
- Taux de revalorisation des salaires : 1%
- Taux d'actualisation : 3,35%
- Taux moyen des charges sociales : 45%
- Table de mortalité : INSEE 2024
- Âge de départ à la retraite : 64ans

Annexes Associations 2024 (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	135 171	9 035	3 768	140 437
Immobilisations financières	2 005			2 005
TOTAL	137 176	9 035	3 768	142 443

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL I				
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	7 830	4 440		12 270
Matériel de transport	17 607	10 484		28 090
Matériel de bureau et informatique	7 158	5 134	3 768	8 525
Emballage récupérables et divers	2 926	2 233		5 159
TOTAL II	35 521	22 291	3 768	54 044
TOTAL GENERAL (I+II)	35 521	22 291	3 768	54 044

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	4 788	4 788	
Autres créances	43 621	43 621	
Charges constatées d'avance	2 444	2 444	
TOTAL	50 853	50 853	

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	43 000
Autres produits à recevoir	
TOTAL	43 000

Annexes Associations 2024 (suite)**NOTES SUR LE BILAN PASSIF****Fonds propres**

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	123 353				123 353
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau	405 732			141 373	547 105
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	141 373	141 373	44 595		38 595
Dont générosité du public					
Situation nette	670 458	141 373	44 595	141 373	709 053
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	670 458	141 373	44 595	141 373	709 053
TOTAL dont générosité du public					

Analyse des fonds dédiés

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après comportant les montants suivants :

- les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés » ;
- les reports en fonds dédiés ;
- les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs;
- les transferts entre fonds dédiés ;
- les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursements	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation Contributions financières d'autres organismes Ressources liées à la générosité du public	4 833	50 000	4 833			50 000	
TOTAL	4 833	50 000	4 833			50 000	

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires	2 612	423		3 035
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	4 833			50 000
TOTAL (II)	7 445	423		53 035
TOTAL GENERAL (I+II)	7 445	423		53 035
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		50 423	4 833	
- financières				
- exceptionnelles				

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	17 883	17 883		
Dettes fiscales et sociales	113 467	113 467		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	5 040	5 040		
Produits constatés d'avance	13 750	13 750		
TOTAL	150 140	150 140		

Charges à payer par poste de bilan

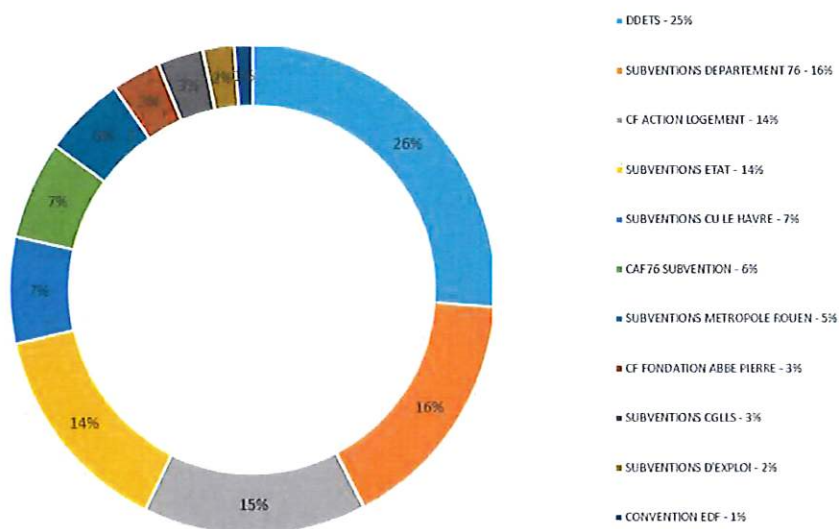
Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	9 471
Dettes fiscales et sociales	63 398
Autres dettes	5 040
TOTAL	77 908

Annexes Associations 2024 (suite)

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Analyse du résultat

		31/12/2024	31/12/2023	Variation
706100	PS MAISON JUSTICE FECAMP	1 952	488	1 464
706200	PS CAEN LA MER NORMANDIE	-	400	- 400
706300	ATELIERS BAILS RENOV	1 400		1 400
706400	PS FORMATION PNLI	400		400
706500	PS ACTIONS MEDIATIONS	600		600
740000	SUBVENTIONS D'EXPLOI	19 175	162 952	- 143 777
740100	SUBVENTIONS ETAT	130 306	23 753	106 553
740150	SUBVENTONS ENGIE	850	-	850
740200	SUBVENTIONS DEPARTEMENT 76	150 000	168 132	- 18 132
740250	CONVENTION EDF	11 250		11 250
740300	SUBVENTIONS CGLLS	28 188	27 948	241
740400	DDETS	240 822	30 000	210 822
740411	DDETS PREVENTION EXPULSIONS	-	78 400	- 78 400
740610	AKTO CONTRAT PRODIAT	1 176	4 536	- 3 360
740700	CAF76 SUBVENTION	60 000	75 000	- 15 000
740800	SUBVENTIONS CU LE HAVRE	65 000	-	65 000
740900	SUBVENTIONS METROPOLE ROUEN	49 730	49 730	-
740950	SUBVENTIONS CCAS	3 040	3 040	-
755100	CF FONDATION ABBE PIERRE	30 000	30 000	-
755120	CF HLM	5 958	1 116	4 842
755122	CF ACTION LOGEMENT	137 575	131 968	5 607
755123	CAUX SEINE AGGLO	8 178	432	7 746
755124	CF LOGEAL	-	1 044	- 1 044
755200	COTISATIONS ASSOCIATION	-	383	- 383
758000	PRODUITS DIV.GESTION	65	74	- 9
768100	PRODUITS FINANCIERS	2 483	2 351	131
781500	REPRISE SUR PROVISIONS D'EXPLO		26 421	- 26 421
789400	UTILISATION DES FONDS DEDIES	4 833	58 000	- 53 167
791400	AIDES APPRENTIS		2 667	- 2 667
791410	IJSS		6 931	- 6 931
TOTAUX		952 981	885 766	67 215



Annexes Associations 2024 (suite)

AUTRES INFORMATIONS

Rémunération des cadres dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	1	0
Non cadres	12	
TOTAL	13	0